

# ÉDUCATION. Après les fêtes, les élèves sont retournés en classe dans un contexte de recrudescence du virus

## Face au virus, les profs réclament moyens et lisibilité

**ALORS QUE** l'ombre d'une variante du coronavirus plane sur l'Europe, de nombreux pays du continent ont fait le choix de reporter la rentrée scolaire de janvier. C'est le cas du Royaume-Uni, de la Pologne, de l'Autriche, de la Grèce, de l'Irlande ou des Pays-Bas. En France, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, martelait jusqu'à dimanche, au micro de BFM, que « la rentrée scolaire aura bien lieu ».

Les élèves sont donc retournés en classe hier, après avoir passé les fêtes auprès de leurs familles. Cela implique un facteur de risque supplémentaire d'accroissement de l'épidémie alors que le taux d'incidence n'en finit pas d'augmenter. Des collectifs nationaux de professeurs et parents d'élèves auraient souhaité un report de cette rentrée d'une ou deux semaines.

Du côté des syndicats de professeurs dans la Manche, la gronde est ailleurs. « Juste avant les fêtes, le Premier ministre, Jean Castex, conseillait aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école pour correspondre au temps d'isolement nécessaire avant Noël », note Martine Quesnel, cosecrétaire départementale de la FSU. « Mais après les fêtes, il y a eu un brassage des familles. Il aurait fallu anticiper autrement. »

« Incohérence »

Elle s'agace « encore une fois » d'une « incohérence » dans les décisions de l'État. « On aurait pu imaginer une période de distanciel, comme c'est le cas au lycée, appliqué aux autres niveaux, pendant une ou deux semaines, le temps de constater l'évolution du virus. »

Selon elle, les professeurs sont « suspendus à la radio ou à la télévision pour apprendre les décisions de l'Éducation nationale. On est constamment informé au dernier moment, voire pas prévenus du tout ! » Elle dénonce « un manque de lisibilité dans la démarche du gouvernement. »

De même, Pascal Roger, de la Snes (Syndicat national des enseignements de second degré), ne réclame pas un report de la rentrée, mais « de meilleures conditions sanitaires », qui peuvent difficilement être respectées en période hivernale.

Les professeurs doivent aérer la pièce pour prévenir toute circulation potentielle du virus : « Mais c'est impossible à cause du vent, de la pluie et surtout du froid. Ça fait des mois qu'on demande une anticipation ! Il ne s'agit pas d'être ministre pour le comprendre : l'hiver est là tous les ans ! »

D'autant qu'un report de la rentrée ne ferait que renforcer les difficultés des enseignants à tenir la cadence des programmes. Puisque, malgré les demandes répétées pour cette année scolaire, l'Éducation nationale n'en démord pas et refuse d'alléger les programmes. Alors même « qu'on avance avec la lenteur que génère la crise sur la continuité pédagogique ».

De même, les syndicats continuent de réclamer le report des premiers examens du « bac Blanc » prévus en mars, « car les établissements n'avancent pas tous à la même vitesse selon la formule anti-Covid qu'ils ont choisie, demi-groupe ou non. »

Une lueur d'espoir avancée par le ministre : la vaccination des professeurs avant mars. Une information que n'arrive pas à recevoir Pascal Roger sans faire d'ironie : « Nous devrions dans ce cas être vaccinés pour juin ! »

Romain LE BRIS

Alors que de nombreux voisins européens ont reporté leurs rentrées scolaires pour prévenir d'une éventuelle nouvelle vague de contaminations après les fêtes, les jeunes Français ont retrouvé le chemin de l'école hier.